



En partenariat avec



analyse

Par **Michaël Levystone**, co-fondateur de l'Observatoire de la Nouvelle Eurasie (ONE), doctorant au Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE) de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

Photo ci-dessus :

L'ancien président du Venezuela, Nicolas Maduro, rencontre le président russe Vladimir Poutine au Palais du Kremlin, le 7 mai 2025. Dans le cadre de leur partenariat, Moscou a vendu des armes à Caracas pour plus de 11 milliards de dollars entre 2005 et 2017, notamment des avions Su-30 et des systèmes de défense aérienne S-300. (© Bureau du président russe)



Russie - Vénézuéla : à qui perd gagne ?

Le changement de régime à Caracas a suscité une condamnation mièvre de la part de la Russie, qu'expliquent tant le caractère inabouti de son partenariat noué avec le Vénézuéla que sa guerre d'agression en cours en Ukraine.

Appelée à l'aide par Nicolás Maduro, la Russie a préféré se tenir à l'écart de l'escalade ininterrompue, depuis septembre 2025, des tensions entre le Vénézuéla et les États-Unis. Cette séquence a abouti, le 3 janvier 2026, à une foudroyante opération d'extradition, menée par les forces spéciales américaines Delta, du président vénézuélien accusé de « narco-terrorisme ».

Un partenariat inabouti

C'est sous la présidence d'Hugo Chávez (1999-2013) que sont consolidés les deux piliers principaux sur lesquels repose le partenariat russo-vénézuélien. Il s'agit, d'une part, des coopérations militaro-industrielles, rythmées, à partir de 2008, par la fourniture au Vénézuéla de plusieurs batteries de systèmes de défense antiaérienne de fabrication soviétique ou russe (Buk-M2, S-125, S-300). Il s'agit, d'autre part, de synergies dans le secteur pétrolier, avec la création en 2010 d'une entreprise

conjointe détenue par Petróleos de Vénézuéla (PDVSA) et par le Consortium national pétrolier (CNP, formé par Rosneft, Gazprom et d'autres entreprises pétrogazières russes), pour mettre en valeur le bassin de l'Orénoque. D'autres axes de coopération sont parallèlement investis par la Russie et le Vénézuéla : en matière économique, par exemple, les deux pays se dotent en 2001 d'une Commission intergouvernementale de haut niveau (CIAN) chargée de gérer les investissements et crédits russes destinés au marché vénézuélien. Très symboliquement, c'est durant la dernière année de la présidence Chávez (2013) que le commerce bilatéral connaît son acmé, à hauteur de 2,45 milliards de dollars (1).

Plateforme de projection géopolitique de la puissance russe dans l'« hémisphère occidental » sous Hugo Chávez, le Vénézuéla demeure, sous Nicolás Maduro (2013-2026), un terreau fertile aux actes de « réciprocité symbolique » (2) adressés par Moscou à Washington, pour prix de ses propres incursions déstabilisa-



Du même auteur
Géopolitique de l'Eurasie,
Le Cavalier Bleu, octobre
2025, 216 p.



trices dans l'« étranger proche », sphère d'influence revendiquée par le Kremlin. Ces actions se matérialisent par le déploiement de bombardiers stratégiques russes Tupolev Tu-160 au Vénézuéla, comme en 2008, peu après l'intervention éclair lancée par la Russie en Abkhazie et en Ossétie du Sud pour mater le fantasme président géorgien Mikheil Saakachvili, imprudemment enhardi par l'administration Bush, et en 2018, dans le contexte de la guerre hybride russo-ukrainienne dans le Donbass.

Les conflits mettant la Russie aux prises avec ses deux voisins les plus réfractaires à son autorité font d'ailleurs ressortir une continuité entre les diplomaties d'Hugo Chávez et de Nicolás Maduro : le premier reconnaît les républiques auto-proclamées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud (2008) ; le second

“ La Russie n'avait donc aucune obligation juridique de se porter au secours du Vénézuéla pour contrer l'agression américaine, mais en outre, soutenir comme elle l'a fait durant toutes ces années le régime Maduro n'a pas forcément été sans contraintes pour elle en Amérique du Sud. ”

approuve les annexions russes de la Crimée et de Sébastopol (2014), puis celles des régions ukrainiennes de Lougansk, Donetsk, Zaporijjia et Kherson (2022).

Pour le reste, l'héritage de Chávez ne lui survit clairement pas sous la mandature de son successeur. Les livraisons d'équipements de pointe russes ont beau se poursuivre — avec, notamment, la fourniture d'une batterie de S-300 au régime Maduro menacé d'une intervention américaine au soutien de Juan Guaidó, vainqueur autoproclamé de l'élection présidentielle de 2019 —, une pénurie de pièces détachées née de l'inexécution, par la Russie, de ses obligations d'entretien et de modernisation de ses matériels finit par miner les capacités de défense vénézuéliennes.

Quant à la coopération pétrolière entre Caracas et Moscou, elle tourne à la Bérézina : après avoir pris une part dominante au sein du CNP en 2014, Rosneft s'en retire au profit de Roszarubezhneft en 2020, sans non plus parvenir, par la suite, à mettre en exploitation tous les gisements vénézuéliens sur lesquels il détient une licence d'exploitation (Mejillones, Patao) (3).

Enfin, la multiplication d'initiatives notables dans les industries bancaire (déploiement des cartes de paiement russes MIR au Vénézuéla), touristique (levée des visas en 2008) et pharmaceutique (distribution aux hôpitaux vénézuéliens de vaccins russes contre la grippe en 2023-2024, avec l'aide de Cuba et du Nicaragua) ne suffit pas à redresser la barre d'un négoce bilatéral anémié (67 millions de dollars en 2019) (4), sur fond de tarissement de la manne financière russe allouée par le CIAN. Aussi, en effaçant le régime Maduro, Donald Trump n'a pas, néces-

sairement, causé des dégâts aussi importants qu'il n'y paraîtrait de prime abord à la Russie, laquelle n'a d'ailleurs pas manqué de reconnaître la nouvelle direction vénézuélienne échéant, conformément aux *desiderata* américains, à Delcy Rodríguez.

Un mal pour un bien ?

Au-delà d'un coût certain en termes d'image pour la Russie, activement engagée depuis 2022 dans la désoccidentalisation de l'ordre mondial, la décapitation d'un régime ami à Caracas a surtout privé Moscou d'un point d'ancrage stratégique dans la sphère d'influence américaine.

Restée les bras ballants face au renversement de Bachar al-Assad en Syrie (décembre 2024) et aux bombardements israélo-américains contre l'Iran (juin 2025), la Russie a de nouveau brillé par une passivité confondante alors qu'un autre de ses partenaires proches était dans le désarroi (janvier 2026). Ces pas de côté successifs ne doivent pas, néanmoins, être interprétés comme la marque d'un manque de fiabilité structurel du côté



de la Russie. Pas davantage, en effet, que la Syrie ni que l'Iran avant lui, le Vénézuéla ne pouvait se prévaloir, au titre de l'accord de partenariat stratégique conclu par son président avec son homologue russe au Kremlin (7 mai 2025), d'une clause de défense mutuelle comparable à celle figurant par exemple dans le traité signé par Vladimir Poutine avec le *leader* nord-coréen Kim Jong-un à Pyongyang (19 juin 2024).

Russie - Brésil, quelle relation ?

La Russie n'avait donc aucune obligation juridique de se porter au secours du Vénézuéla pour contrer l'agression américaine, mais en outre, soutenir comme elle l'a fait durant toutes ces années le régime Maduro n'a pas forcément été sans contraintes pour elle en Amérique du Sud. Que ce soit en 2019 face à Juan Guaidó, ou en 2024 face à Edmundo González Urrutia, Vladimir Poutine a dû dépêcher à Caracas des mercenaires pour y réprimer des manifestations post-électorales (5) au soutien d'un président inapte à remporter les élections organisées sur son propre sol, prêtant en tant que tel le flanc aux critiques en

Photo ci-dessus :

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de l'ouverture de la session plénière du sommet des dirigeants des BRICS, à Rio de Janeiro, le 6 juillet 2025. Lors de la 8^e réunion de la Commission russo-brésilienne de haut niveau pour la coopération, le 5 février 2026, les deux pays ont convenu de renforcer leur coopération dans les domaines de l'énergie nucléaire pacifique, de l'espace et de l'industrie pharmaceutique. (© Ueslei Marcelino/BRICS Brasil)



illégitimité adressées par ses voisins, à commencer par les poids lourds argentin et brésilien. Principal partenaire en affaires de Moscou en Amérique du Sud (6), pays moteur des BRICS+ qu'il a co-fondés avec la Russie en 2009 et où il n'a pas hésité à mettre, en 2024, son veto à une adhésion vénézuélienne pourtant soutenue par Vladimir Poutine, hôte du sommet de Kazan (7), le Brésil fait, aux yeux du Kremlin, bien davantage figure d'interlocuteur de choix dans le sous-continent que ne pouvait l'être, sur la fin, le Venezuela.

En définitive, il n'est même pas à exclure que la disparition du président Maduro du paysage régional se révèle plutôt bénéfique pour la Russie : en peaufinant toujours plus ses relations avec le Brésil, à la diplomatie particulièrement allante pour tout ce qui touche au « Sud global », Vladimir Poutine se doterait d'un relais tout à fait pertinent dans sa stratégie de désoccidentalisation de l'ordre mondial. D'autant que le président Lula, depuis son retour au pouvoir en 2023, a décoché plus de flèches en direction de l'OTAN que de Moscou sur le dossier ukrainien.



Photo ci-dessus :

Vladimir Poutine et le président cubain Miguel Diaz-Canel Bermudez, lors de la cérémonie d'inauguration du monument à Fidel Castro, à Moscou, le 22 novembre 2022. Le Kremlin, allié historique de Cuba, a réagi à l'embargo sur le pétrole imposé par les États-Unis sur l'île en se disant préoccupé par l'escalade de la situation, considérant comme inacceptable le « langage de chantage des Américains ». Le Premier ministre russe Alexandre Novak a aussi évoqué que son gouvernement examinait la possibilité de fournir du carburant à Cuba. (© Bureau du président russe)

La discrétion russe face à l'aventurisme de Donald Trump

La guerre en cours en Ukraine a, elle aussi, bien évidemment, concouru à maintenir la Russie à distance respectable du foyer de tension émergeant concomitamment en mer des Caraïbes. Ce n'est peut-être pas tant son affaiblissement géopolitique, occasionné par ce conflit aberrant, qu'un calcul opéré par ses dirigeants qui pourrait expliquer la discrétion de la Russie relativement à l'aventurisme vénézuélien de Donald Trump. Tacitement opérée par Donald Trump au Venezuela, la validation idéologique des actions subversives déployées par Vladimir Poutine contre ses voisins indociles ne doit cependant pas être assimilée à une « poutinisation » en règle de la politique étrangère américaine (8). Aussi illégale que soit leur intervention du 3 janvier 2026 à Caracas, les États-Unis n'ont jamais développé de discours officiels niant l'existence de l'État vénézuélien, ni annexé des bribes de son territoire. L'opération « *Southern Spear* » ne reflète pas non plus un strict alignement de la Maison-Blanche sur le Kremlin : l'arraisonnage dans l'Atlantique d'un *tanker* battant pavillon russe suspecté de faire du trafic de pétrole vénézuélien et l'envoi d'une nouvelle « armada »

américaine, cette fois-ci au large des côtes iraniennes, sont les symptômes d'une superpuissance faisant un usage décomplexé de la force pour atteindre ses objectifs au mépris des intérêts d'autrui, y compris ceux de la Russie, dont d'autres régimes amis en Amérique latine paraissent désormais dans le viseur de l'administration Trump : Cuba et le Nicaragua.

Enfin, ni la crise vénézuélienne, ni l'étiement du lien transatlantique généré par la montée subséquente des tensions américano-européennes autour du Groenland, n'ont à ce jour abouti à un lâchage américain de l'Ukraine. Rassuré de constater qu'il n'est pas forcément question, pour Donald Trump, de

“ Il n'est même pas à exclure que la disparition du président Maduro du paysage régional se révèle plutôt bénéfique pour la Russie : en peaufinant toujours plus ses relations avec le Brésil (...), Vladimir Poutine se doterait d'un relais tout à fait pertinent dans sa stratégie de désoccidentalisation de l'ordre mondial. ”

donner carte blanche à Vladimir Poutine en Europe de l'Est, Volodymyr Zelensky n'a pas boudé son plaisir face au changement de régime à Caracas, y voyant à la fois le modèle à reproduire pour un « autre dictateur » et le germe d'un affaiblissement de la machine de guerre russe, financée en premier lieu par des revenus pétroliers dont le président ukrainien espère qu'ils pâtiront du redimensionnement annoncé de la production pétrolière vénézuélienne.

Michaël Levystone

Notes

- (1) « Financial, Economic and Productive Management of Russia's Relations with Venezuela », *Transparencia Venezuela en el Exilio*, mai 2025, p. 28 (<https://tinyurl.com/y72zfy6x>).
- (2) Ivan U. Klyszcs, « The Fall of Maduro: How Russia Lost an Ally but Gained a Like-Minded Thinker », *Riddle*, 5 janvier 2026.
- (3) En matière pétrolière, la *holding* publique russe se serait surtout illustrée dans le dispositif mis en place par Moscou pour aider Caracas à contourner les sanctions durcies par les États-Unis en 2019. Ce système aurait également bénéficié de l'expertise en matière de courtage d'Evrofinance Mosnarbank, un établissement de crédit créé à Moscou en 2009 qui aurait eu recours à une cryptomonnaie vénézuélienne, le petro, pour commercialiser l'or noir de Caracas.
- (4) *Transparencia Venezuela en el Exilio*, *op. cit.*, p. 19, 22, 23 et 28.
- (5) Ivan U. Klyszcs, *op. cit.*
- (6) Avec un volume d'échanges commerciaux ayant atteint en 2024 un nouveau record, fixé à 12,4 milliards de dollars (soit dix fois plus que celui des échanges russo-vénézuéliens enregistrés pour la même année). (« Lula on Foreign Trade With Russia: 'Brazil Cannot Miss Any Opportunity' », présidence de la République brésilienne, 12 mai 2025.)
- (7) « Angered Over BRICS Veto, Venezuela Recalls Ambassador to Brazil », *Al Jazeera*, 30 octobre 2024.
- (8) Julian Borger, « The 'Putinization' of US Foreign Policy Has Arrived in Venezuela », *The Guardian*, 3 janvier 2026.